

## Accord pour 540 milliards d'euros de mesures à l'eurogroupe



*LeMaire\_Hoekstra*

Après plusieurs tentatives infructueuses, les ministres des finances de l'UE ont convenu jeudi (9 avril) d'un paquet de 540 milliards d'euros pour soutenir les États membres dans la crise du coronavirus.

Les dirigeants discuteront dans les prochains jours du plan de relance et de la possibilité d'émettre des « coronabonds ». L'accord a été conclu jeudi soir après une série de contacts bilatéraux intenses qui ont repoussé le début de la téléconférence de plus de quatre heures. Le projet de texte a finalement été soutenu par l'Italie et l'Espagne, les deux pays les plus durement touchés par le coronavirus, et par les Pays-Bas, qui sont le dernier pays de l'UE à s'opposer encore à des conditions légères pour les prêts bon marché accordés par le mécanisme de stabilité européen, le fonds de sauvetage de la zone euro.

L'Allemagne et la France ont soutenu les efforts de médiation du président de l'Eurogroupe, Mario Centeno, après qu'une téléconférence de 16 heures de l'Eurogroupe n'ait pas permis de parvenir à un accord mercredi.

Après une téléconférence de 16 heures qui s'est terminée mercredi matin (8 avril), les ministres des finances de la zone euro n'ont pas réussi à trouver un accord sur le paquet économique pour faire face à l'impact économique du coronavirus.

Ce paquet met en place un filet de sécurité massif de 540 milliards d'euros pour les États membres via le mécanisme de surveillance des marchés, pour les entreprises via la Banque européenne d'investissement et pour les travailleurs via le nouvel instrument de la Commission européenne, SURE.

Le MES est réservé uniquement aux pays de la zone euro, la BEI et SURE sont accessibles à tous les États membres de l'UE.

Mais la réponse économique à la crise n'est pas encore totalement achevée. Les dirigeants européens vont ajouter la dernière pièce du puzzle dans les prochains jours avec un plan de relance pour relancer l'économie une fois que la pandémie commencera à reculer, y compris l'émission conjointe de dettes, ou « coronabonds », qui est source de division.

« Cette réponse contient des propositions audacieuses et ambitieuses qui auraient été impensables il y a seulement quelques semaines », a déclaré Mario Centeno, le ministre portugais des finances qui a présidé la téléconférence de l'Eurogroupe.

« Ce qui importe le plus, c'est que nous ayons relevé le défi – nos citoyens n'attendent et ne méritent rien d'autre », a-t-il déclaré après la réunion.

« Avec ce paquet, nous allons aider les pays dans le besoin à court terme tout en construisant des économies résistantes à long terme. C'est un signe puissant et sensé de la solidarité européenne », a déclaré le ministre néerlandais des finances, Wopke Hoekstra.

La principale pomme de discorde a été l'insistance des Pays-Bas à demander des réformes macroéconomiques aux pays qui sollicitent une aide au titre du mécanisme de stabilisation économique. Environ 2 % du PIB de la zone euro (240 milliards d'euros) seront mis à la disposition des pays demandant une aide pour contrer l'impact économique du coronavirus.

La Haye et Vienne insistent pour inclure une conditionnalité plus stricte aux prêts accordés aux pays touchés par le coronavirus, durcissant la formule proposée par le fonds de sauvetage de la zone euro (ESM) et vue par EURACTIV.com

Le fonds de sauvetage de la zone euro avait suggéré une « conditionnalité légère» qui consisterait à ne consacrer les prêts qu'aux coûts liés aux coronavirus, et à s'engager de manière générale à respecter les règles budgétaires de l'UE. Ce qui était insuffisant pour La Haye.

Les Pays-Bas et l'Italie avaient été à couteaux tirés pendant des jours, car Rome a d'abord jugé inacceptables les conditions « légères» proposées par le Mécanisme de sauvegarde d'urgence.

Pour sa part, Rome a insisté sur les « coronabonds» pour financer conjointement les coûts de la relance sans augmenter davantage sa dette publique, qui s'élève actuellement à 135 % du PIB du pays.

La condition du MES est donc de limiter les fonds à la couverture des dépenses de santé liées à la lutte contre le coronavirus, directement ou indirectement.

« Je dois ajouter que, selon mon interprétation, en tant que président, l'État membre moyen de la zone euro touché par la crise COVID-19 devrait pouvoir identifier des dépenses directement ou indirectement liées aux soins de santé, à la guérison et à la prévention s'élevant à 2 % du PIB», a déclaré M. Centeno.

Hoekstra a ajouté que les pays pourraient demander un prêt bon marché au titre du mécanisme de stabilisation économique pour faire face à d'autres coûts, notamment l'impact des mesures d'endiguement, mais que dans ce cas, ils devraient accepter les réformes. « C'est juste et raisonnable», a-t-il déclaré.

Les États membres fourniront des garanties pour réunir jusqu'à 100 milliards d'euros pour un nouveau fonds temporaire destiné à soutenir les travailleurs des pays durement touchés par le coronavirus, comme l'Italie et l'Espagne, selon la proposition vue par EURACTIV.com. Le mécanisme SURE de la Commission est un autre point de friction, cette fois entre les Pays-Bas et l'Espagne, a déclaré un diplomate de l'UE à EURACTIV.

Les Pays-Bas voulaient des garanties que le nouveau mécanisme ne serait que temporaire. Et pour s'assurer que le mécanisme ne se transforme pas en un véritable régime d'assurance chômage de l'UE, La Haye a également cherché à élargir le champ d'application du mécanisme à d'autres domaines que l'aide aux chômeurs. Le gouvernement espagnol s'est révolté, considérant cette initiative comme une tentative de torpiller les projets futurs d'un régime européen d'assurance chômage

Envie de savoir ce qu'il se passe ailleurs en Europe? [Souscrivez maintenant](#) à The Capitals.

